

RAPPORT N° 2022/2-11
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET :

MARCHE DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU MARCHE 18-196 POUR LE LOT 3

La CINOR, ayant compétence en matière de gestion des déchets ménagers, dispose d'un marché de prestations de service pour réaliser la collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire.

Le nouveau marché est alloté comme suit:

- ✓ Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion avec un démarrage le 1^{er} octobre 2019 - pour une durée de 10 ans, est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Le marché autorise le prestataire à exploiter les surfaces visibles des camions de collecte à des fins publicitaires, sans que cela ne constitue une obligation. Le prestataire exploite ainsi les surfaces visibles des camions de collecte à des fins publicitaires et doit reverser à la Collectivité une recette forfaitaire annuelle. Cette recette est fixée au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPFU). Le montant du marché est de 54 935 142.43 € HT, le montant forfaitaire des recettes publicitaires sur la durée du marché est (à déduire) : 469 129.50 € TTC.

- ✓ Lot 2 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères et des recyclables de Sainte Marie et Sainte Suzanne Denis notifié le 15/07/2019 avec SUEZ REUNION, démarrage le 1^{er} mars 2020 - pour une durée de 10 ans, le montant est de 16 406 408.70 € HT.
- ✓ Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion et un démarrage le 1^{er} octobre 2019 - pour une durée de 10 ans. Le marché est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires. Le montant est de 34 412 370.08 € HT

Ce nouveau marché (lot 3) Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, a démarré le 01/10/2019, ne prévoit pas de collectes exceptionnelles pour faire face à des circonstances imprévisibles et extérieures (en période post-cyclonique ou lors d'un événement climatique important ou crise sanitaire, crise sanitaire du type dengue, opération « *Netoy nout vil* », collecte de dépôts sauvages volumineux > 5 m3 ou des situations sanitaires nécessitant soit un travail en dehors des heures régulières, soit des moyens exceptionnels ou tout autre événementiel nécessitant de sortir des moyens de collecte hors du calendrier régulier de collectes).

Conformément à l'article R2194-5 du CMP, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 2194-3 (Montant maximal de la modification d'un marché conclu par un pouvoir adjudicateur) et R. 2194-4 (Calcul du montant de la modification et prise en compte de la clause de variation des prix) sont applicables.

Aussi, il convient de conclure un avenant au marché 18-196 lot 3 afin d'intégrer par des prix horaires unitaires pour des prestations de collecte de déchets verts ou d'encombrants et de financer les dépenses liées à l'exécution des prestations sur la durée du marché, selon les conditions financières définies ci-après.

A tout moment, la CINOR pourra commander par ordre de service une intervention de collecte exceptionnelle. Le titulaire du lot 3 devra alors mobiliser les moyens humains et matériels demandés et exécuter la prestation dans un délai de 24 heures, à compter de la réception de l'ordre de service.

Le prix horaire unitaire est contractuel et la quantité d'heures est une estimation destinée à définir le coût global de la prestation de collecte exceptionnelle.

Pour l'application des prix des prestations occasionnelles, la durée prise en compte sera celle décomptée à partir de l'arrivée prévue du personnel et de leurs matériels ou du démarrage effectif de la prestation jusqu'à la fin prévue ou effective de la prestation.

Le montant supplémentaire lié au présent avenant s'élève à 1 369 560 € HT sur la base des coûts des dernières prestations réalisées pour la gestion du Cyclone Batsirai.

Le montant global du marché est donc porté à 35 781 930,08 €HT (prix initial du marché = 34 412 370,08 € HT + montant avenant n°1 1 369 560 € HT).

Ainsi, la prise en compte de cet avenant induit une augmentation totale de 3.98 % par rapport au montant initial du contrat.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section de fonctionnement.

Toutes les autres clauses du marché non modifiées par le présent avenant n°1 demeurent applicables et inchangées.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire- Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, passé avec la société NICOLLIN REUNION pour un montant supplémentaire de 1 369 560 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 35 781 930,08 €HT
- Autoriser Le Président à signer l'avenant N°1 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire pour le Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, modifiant les montants prévisionnels du lot 3 tel que précisé ci-dessus, avec la société NICOLLIN REUNION.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/2-11
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET : MARCHÉ DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA CINOR -
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°1 AU MARCHÉ 18-196 POUR LE LOT 3**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-11 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire-

Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, passé avec la société NICOLLIN REUNION (marché 18-196 lot 3) pour un montant supplémentaire de 1 369 560 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 35 781 930,08 €HT

ARTICLE 2

D'autoriser Le Président à signer l'avenant N°1 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire pour le Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, intégrant les montants prévisionnels du lot 3 tel que précisé ci-dessus, avec la société NICOLLIN REUNION.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-11-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--